

Università
degli studi di Genova



universite
Paris Ovest
Nanterre La Défense

Université Paris X Ovest
Nanterre-La Défense

cotutela - *cotutelle*

Tesi di dottorato in Storia contemporanea
Scuola di Dottorato in Società, Culture, Territorio

Thèse de doctorat en Histoire contemporaine
École doctorale Économie, Organisations, Société

Résumé substantiel

Emanuela Miniati

LA MIGRAZIONE ANTIFASCISTA DALLA LIGURIA
ALLA FRANCIA TRA LE DUE GUERRE.

FAMIGLIE E SOGGETTIVITA' ATTRAVERSO LE FONTI PRIVATE

*LA MIGRATION ANTIFASCISTE DE LA LIGURIE À LA
FRANCE DANS L'ENTRE-DEUX-GUERRES.*

FAMILLES ET SUBJECTIVITÉ À TRAVERS LES SOURCES PRIVÉES.

Directrice de thèse:
Madame le Professeur
MARIE-CLAUDE BLANC-CHALÉARD

Tutor:
Ch.mo Professor
FABIO CAFFARENA

Emanuela Miniati

LA MIGRATION ANTIFASCISTE DE LA LIGURIE À LA FRANCE DANS L'ENTRE-DEUX-GUERRES.

FAMILLES ET SUBJECTIVITÉ À TRAVERS LES SOURCES PRIVÉES

INTRODUCTION

Cette recherche se rattache à l'histoire des migrations antifascistes de l'Italie vers la France pendant l'entre-deux-guerres. Elle se focalise sur la relation entre une région de départ spécifique, la Ligurie, et deux destinations privilégiées dans l'Hexagone, le Sud-Est méditerranéen et la région parisienne. Il ne s'agit pas d'une étude générale mais d'une étude centrée sur l'expérience des gens ordinaires et des familles, à travers l'utilisation de sources «qualitatives» et de sources privées. Le projet s'appuie sur la conviction qu'une recherche sur l'antifascisme qui s'écarte de l'historiographie purement politique peut apporter des résultats enrichissants. En s'intéressant aux «gens ordinaires» impliqués dans l'exil du premier après-guerre, définis par leur inscription dans leur territoire d'origine et leur milieu d'appartenance, et suivi dans leur vécu quotidien en exil, on dispose d'une démarche qui permet de sonder de l'intérieur les dynamiques de *network* de la société. Le regard est différent de celui porté d'ordinaire sur l'antifascisme politique et ses acteurs emblématiques.

J'ai assumé un point de vue bilatéral, conduisant la recherche sur les deux terrains italien et français. Cela s'est traduit dans les faits dans un double terrain de recherche, en utilisant des sources italiennes et françaises: la recherche a été conduite avec un mélange original entre des sources privées et des sources institutionnelles, regardées sous l'angle d'une approche de la vie privée et des réseaux: pour ce qui concerne les premières, il s'agit surtout de documents de police, c'est-à-dire du *Casellario Politico Centrale* (Cpc) de la Police fasciste et ses bureaux afférents, des "renseignements généraux" des Préfectures de Police françaises et des dossiers des naturalisation et d'expulsion; les sources privées privilégiées sont la correspondance des migrants et les témoignages orales des protagonistes.

Le point de vue italien, l'historiographie est plus attentive au problème politique du fuoruscitisme qu'au devenir des fuoriusciti; du côté français, terre d'immigration, on s'intéresse aux processus d'intégration. En dépassant les paramètres nationaux classiques des études migratoires et d'exil, notre démarche se proposait de comprendre les multi-références des migrants, de saisir le fonctionnement du «double-localisme» qui les rattache à leur communauté d'origine et au même temps qu'à la communauté d'émigration. Pour les Ligures, l'exil se greffait en fait sur la migration de masse du premier après-guerre et suivait des rapports tissés de longue date entre les contextes de départ et d'arrivée.

En adoptant le principe d'une démarche transnationale ciblant des régions spécifiques des deux côtés de la frontière, il était possible de reconstituer les réseaux et de les suivre. L'analyse

diachronique des sources privées invitait à marcher sur les traces de parcours individuels et en comparant ceux-ci, on pouvait reconstruire les réseaux. Ces derniers s'enracinent souvent dans une très remarquable identité de village autant que de parti politique, modalité typique de la migration transalpine en France, qui ne s'est pas organisée selon le modèle américain des «*Little Italies*» fondé sur l'appartenance nationale et concentré dans des quartiers-ghetto, mais plutôt selon des «micro-communautés villageoises» qui se reconnaissaient dans l'origine de village et étaient dispersées dans le territoire d'accueil.

Je me suis appuyée au départ sur l'historiographie française, pionnière dans l'analyse des liens entre émigration politique et émigration économique, et en particulier sur les études de l'équipe de Pierre Milza du "Centre d'Etudes et de Documentation sur l'Emigration Italienne" (Cedei) de Paris, qui ont montré que l'exil antifasciste a eu des profonds liens avec l'émigration de masse économique, en se manifestant pour la plupart comme un phénomène populaire, intégrant les migrations familiales. Face à ces études qui ont privilégié une approche sociale du bas, mais à partir d'un cadre macro-historique, on s'est proposé de renverser la perspective avec l'idée de retrouver les dynamiques générales de l'émigration antifasciste, en examinant le vécu concret des protagonistes, en analysant leurs pratiques sociales et culturelles, en reconstruisant les réseaux sociaux à partir de l'*agency* individuelle. Dans ce sens la politique est prise en considération autant qu'élément déterminant dans la définition de la subjectivité des protagonistes, de leurs identités et comportements. Il en résulte que l'historiographie politique reste un point de repère important, pour comprendre le système d'action politique et des valeurs auxquelles les individus se réfèrent. Les études qui ont privilégié l'exil d'élite ont été des travaux de référence importants pour moi, et en particulier les riches résultats produits autour de l'*Istituto Storico della Resistenza di Torino* (Istoreto), centrés sur le mouvement de "Giustizia e Libertà", une approche qui rejoint en partie l'historiographie politique française sur l'antifascisme italien.

Le point de vue privé permet d'éclairer la dimension subjective du militantisme dans le *fuoriuscitismo*. A ce propos, je me réfère aux historiens qui ont enquêté sur le rapport entre militance et subjectivité et qui ont mis en avant la notion de «*antifascismo esistenziale*», théorisé par Giovanni De Luna. Les sources institutionnelles constituent une mine d'informations sur le vécu des protagonistes, sur leur manière de gérer leur vie d'exilé et sur l'évolution de leur ressenti: "subversifs" ou "immigrés", ils étaient surveillés par les polices italienne et française et interagissaient avec les institutions autant que des modernes citoyens. Les archives publiques conservent aussi des lettres d'exilés et de leurs proches parents, interceptées ou bien envoyées aux autorités pour demander des services officiels ou des suppliques.

En outre ma démarche permet de relire l'histoire des liens de l'exil antifasciste comme une histoire de mélange entre réseaux politiques, familiaux, communautaires, amicaux. C'est l'intérêt du choix d'une l'approche régionale et privée; loin de se réduire à des apports micro-historiques, elle permet d'éclairer sur la complexité des réseaux comme sur celle des causes de la migration antifasciste, où des macrostructures interagissaient avec des rapports de micro-communauté et l'initiative individuelle: le récit traditionnel d'un exil d'élite laisse la place à une dimension familiale et «ordinaire» des migrants, pendant que les modalités de structuration des réseaux se révèlent configurées par des traditions et des connaissances informelles, tenues ensemble par les communauté migrants. Ce que montre bien l'approche prosopographique que nous avons tentée quand elle était possible.

L'un des résultats le plus intéressant est sans doute l'éclairage donné par cette recherche sur l'importance (jusqu'ici presque ignorée) des familles dans l'histoire du militantisme antifasciste. Les sources privées permettent en fait de découvrir la part prépondérante de cette dimension familiale concernant l'exil: on découvre à travers la recherche une des preuves les plus évidentes que la culture civique de l'antifascisme s'est développée à l'intérieur des familles italiennes, liées entre elles par des solidarités populaires, celles qui ont constitué une société civile résistante. L'attention portée à ces protagonistes «ordinaires» permet de saisir le rôle joué par l'*agency* individuelle et micro-communautaire dans la construction de cette société civile familiale antifasciste. L'approche populaire et privée invite à porter un nouveau regard sur l'étude de la migration antifasciste et de ses réseaux communautaires.

De plus, cette perspective offre des perspectives pour comprendre plus au fond la participation populaire à la construction de la société républicaine italienne. Les familles en exil, les plus militantes, ont en fait mûri une nouvelle idée de "patrie", qui a nourri une migration de retour politisée, engagée dans le renouvellement du Pays: un phénomène qui a fait penser à un modèle possible de «familisme moral», comme l'a suggéré Paul Ginsborg, à partir justement sur la famille antifasciste¹.

Les rapports constants entretenus entre France et Italie à travers les liens familiaux des micro-communautés transnationales, et puis surtout la migration antifasciste de retour, ont mis en évidence une particulière participation populaire des *fuoriusciti* à la reconstruction de l'Italie du deuxième après-guerre. Les antifascistes rentrés dans leur patrie allaient constituer les cadres de la Résistance et la nouvelle classe dirigeante républicaine; mais pas seulement: la culture familiale de l'antifascisme, renouvelée et renforcée à l'étranger dans la situation de déracinement, exerça un rôle substantiel dans la formation civique de l'individu, en transmettant les valeurs du «familisme antifasciste». Cette idée d'une ressource civique familiale pourrait constituer un atout pour affronter la dis-éducation politique qui tourmente aujourd'hui l'Italie, en proie à une crise considérée seulement d'un point de vue économique, mais qui peut se lire aussi comme crise culturelle et sociale.

En s'intéressant aux sources privées et aux individus, cette recherche touchait également aux questions de la mémoire. La mémoire collective, que ce soit en France ou en Italie, n'a guère fait de place aux exilés antifascistes et l'historiographie a longtemps été inexistante. Dans l'Hexagone le rôle joué par les antifascistes restés en France dans la reconstruction du Pays au lendemain de la guerre a été évalué d'une manière complexe et contradictoire. La part des antifascistes italiens dans la Résistance française n'a guère été reconnue et, pour se laver de l'accusation du "coup de poignard dans le dos", les Italiens se sont appliqués à l'assimilation qu'on leur imposait. L'Italie a pareillement dénié aux exilés leur part dans la victoire de la Résistance, on le verra dans l'épilogue. Une recherche sur la mémoire familiale est l'occasion de trouver ce silence et de repenser l'histoire collective telle qu'elle s'est construite.

¹ L'idée du familisme "morale" antifasciste a été suggérée par Paul Ginsborg comme un modèle possible de modernisation de la société italienne, une alternative à la faiblesse structurelle de sa société civile. Cfr. Paul Ginsborg, Enrica Asquer, Maria Casalini, Anna Di Biagio (sous la direction de), *Famiglie del Novecento. Conflitti, culture et relazioni*, Carocci, Roma 2010.

PRÉSENTATION DE LA THÈSE

La thèse se compose d'un plan divisé en trois parties, en suivant une logique à la fois thématique et diachronique.

La première partie présente les sources et la bibliographie, puis le contexte de la Ligurie, terre de traditions migratoires enracinées et de mobilité transalpine ancienne entre la Ligurie et la France voisine (notamment la région de Nice et le Midi), marquée après la Première Guerre mondiale par un mouvement antifasciste animé par les militants ouvriers combattifs de cette région fortement industrialisée, et à l'origine d'un exil massif dans les années Vingt.

La seconde partie porte sur les caractéristiques et l'articulation des réseaux de l'antifascisme ligure, en partant des quatre provinces constitutives de la Ligurie. Elle propose une typologie migratoire qui s'appuie sur un croisement entre engagements politiques et filières économiques, dessinant une géographie à cheval entre les lieux d'origine et les pôles d'installation en France. La dimension diachronique intervient ici, et la partie est divisée en deux chapitres, un qui porte sur les années Vingt et les premières vagues d'exilés, l'autre sur la crise des années Trente et la stabilisation de la migration italienne.

La dernière partie est focalisée sur les apports des sources épistolaires pour l'histoire de l'exil antifasciste et pour une plus profonde connaissance de la société italienne liée au fuoriuscitisme, dans une perspective de longue durée.

On conclut enfin avec un épilogue, qui trace les choix des antifascistes face à l'avènement de la guerre, entre installation définitive et retour en Italie. On aborde ici des considérations sur la mémoire de l'exil dans les deux Pays et le rôle joué par les *fuoriusciti* dans la reconstruction des deux Républiques.

Pour ce qui concerne la méthode utilisée, dans le cadre d'un croisement de documents institutionnels – italiens et français – et privés, j'ai saisi un échantillon de cent familles antifascistes ligures impliquées dans l'exil. Cela constitue le *corpus* central qui permettait d'esquisser le cadre des réseaux familiaux d'une communauté antifasciste ligure transnationale, qui gardait le contact de l'un et de l'autre côté des Alpes à travers ces liens de *network*. Puis j'ai choisi, dans ce corpus, trente familles pour lesquelles je dispose de documents privés qualitatifs, soit des lettres familiales, intimes, des sources orales, mémoires, album de familles, témoignages de parents proches. J'ai travaillé surtout en Italie à l'Archivio Centrale dello Stato de Rome et en France aux Archives Départementales des Alpes Maritimes, aux Archives Nationales et aux Archives de la Préfecture de Police de Paris, mais aussi dans les archives du Parti communiste italien et français. La fréquentation des associations antifascistes et d'é/immigration m'a permis d'accéder au discours partagé de la mémoire dans les deux Pays et de trouver des témoins à interviewer.

À propos de la vaste bibliographie consultée, il vaut la peine de citer au moins les travaux du Cedei et en particulier les ouvrages collectives dirigées par Pierre Milza, Eric Vial, Antonio Bechelloni, Marie-Claude Blanc-Chaléard, Ralph Schor pour ce qui concerne l'immigration italienne en France dans l'entre-deux-guerres, de Pierre Laborie pour la période des "étrangers indésirables" et de la guerre, de Nicolas Foutrier sur les retours des exilés. Du côté italien, les études de base sont constituées par les monographies de Aldo Garosci et Simonetta Tombaccini, mais les plus significatives ont été sans doute ceux de Giovanni De Luna sur la subjectivité dans l'antifascisme, de Patrizia Gabrielli et Sara Galli qui ont apporté un regard de genre à ces travaux; mais aussi la bibliographie politique plus récente du groupe de l'Istoreto centrée sur "Giustizia et

Libertà”, ou les recherches sur la “Concentrazione Antifascista” et les mouvements moins étudiés, comme les républicains ou les francs-maçons (Santi Fedele, Elisa Signori). Fondamentales ont été les études sur la correspondance de migrants ordinaires d’Antonio Gibelli, Quinto Antonelli, Emilio Franzina et l’historiographie de migration de Paola Corti, Maddalena Tirabassi, Patrizia Audenino, non pas seulement pour les contenus mais surtout pour la méthode. Les apports méthodologiques sur la famille comme institution et objet d’étude privilégié dans l’âge contemporain viennent des réflexions aiguës de Paul Ginsborg, qui a parlé d’une possibilité de «familisme positive» en contraste avec la formule connue d’Edward Banfield sur le «familisme amoral» italien.

On va ci-dessous revenir sur les résultats les plus importants de cette recherche complexe, en commençant par une histoire rénovée des réseaux antifascistes en exil, à travers le cas des réseaux ligures. Dans un deuxième temps on portera l’attention sur les apports de l’approche par les lettres et les «gens ordinaires» dans la connaissance de la société des exilés, dans la double dimension privée et publique.

FLUX, DESTINATIONS, RESEAUX DES EXILÉS LIGURES

Dans la présentation qui suit, le premier temps concerne le contexte d’exil, et décrit ce qui fut la situation en Ligurie après le premier après-guerre, alors que les autres parties étudient, pour chaque quatre provinces de départ (Imperia, Savone, Gênes et La Spezia), les grands réseaux d’exilés politiques.

1. Le tissu migratoire et antifasciste ligure

Territoires et temps d’émigration

Dès ses débuts, l’émigration ligure se caractérisa par la diversité des types de migrants en matière de niveau social et de politisation. Cette diversité reproduisait l’hétérogénéité du tissu social des ligures entre XIX^{ème} et XX^{ème} siècles, en relation avec la fragmentation géographique, socioéconomique et historique du territoire. La Ligurie, étroite bande de terre entre mer et montagne, est contrainte de regarder au-delà de ses confins. Les Ligures ont été depuis toujours une population en mouvement, de transit, habituée à l’échange, ce qui constitue un facteur d’identité de longue durée de ce peuple².

D’un côté, la pauvreté des campagnes de l’arrière-pays poussait à émigrer beaucoup de paysans et de petits commerçants ruraux: la mobilité était alors une stratégie pour alléger le charge de l’économie familiale, un facteur d’équilibre de la vie du village, d’autant plus pour les familles qui subissaient les conséquences sociales, économiques et politiques du premier après-guerre. On le retrouve dans les itinéraires des exilés repérés dans nos sources policières, en France et en Italie. Ils se renouent avec un système consolidé pendant la «Grande emigrazione», lui-même enraciné dans

² Antonio Gibelli, Paride Rugafiori, «Regione improbabile, regione impossibile: un percorso nella storia della Liguria contemporanea», dans Antonio Gibelli, Paride Rugafiori (sous la direction de), *Storia d’Italia. Le regioni dall’Unità a oggi, La Liguria*, Einaudi, Torino, 1994, pp. 3-40.

les mobilités d'Ancien Régime³. Au début du XX^{ème} siècle, la France était ainsi devenue une sorte de deuxième patrie pour les populations des vallées du Piémont et de la Ligurie, où se déroulait la vie sociale et de travail des migrant saisonniers. Les contacts entre les deux frontières étaient gardés grâce au maillage des réseaux familiaux qui se déployaient des deux côtés des Alpes, constituant de vraies familles transnationales⁴.

Mais le phénomène nouveau au lendemain de la Grande guerre est celui d'une émigration liée à une politisation de masse, liée à la situation des classes des travailleurs urbains qui avaient grossi du fait de l'intense industrialisation ligure, voulue par l'Etat unitaire. Avec la démobilisation de l'industrie de guerre, les grands pôles industriels de Gênes, Savone et La Spezia s'enfoncèrent dans la crise. Le grave chômage qui suivit entraîna la maturation du mouvement ouvrier ligure, se mobilisant dans les syndicats des grandes entreprises et gagnant dans les campagnes par ceux qui faisaient la navette vers les grandes villes. Ainsi s'est développé un *fuoriuscitismo* populaire⁵.

Comme dans le reste du Pays, en Ligurie les départs vers l'étranger ont commencé dès la période d'occupation des usines du *Biennio rosso*, et les premiers à laisser la région furent des syndicalistes et des militants de base. Il s'agissait d'hommes compromis politiquement et comme citoyens privés, des "subversifs" indiqués publiquement et dont les traces de vie sont suivies dans les archives du Cpc et des autres sources policières⁶. L'urgence de se mettre à l'abri et d'assurer un travail au chef de famille a contribué à alimenter une émigration antifasciste autant politique qu'économique⁷. Il n'est donc pas évident de distinguer entre les deux. Au niveau quantitatif, les historiens sont désormais d'accord pour considérer l'émigration antifasciste comme un phénomène en grande partie populaire, lié aux flux économiques de masse. Du fait des discordances entre sources, l'estimation reste incertaine⁸. Mais les études focalisées sur les réseaux locaux permettent

³ Cfr. les travaux de l'équipe de l'archivio Ligure della Scrittura Popolare de Gênes et en particulier de Antonio Gibelli sur la migration de la Ligurie, sa précocité dans la *Grande emigrazione* et son caractère de continuité depuis l'âge moderne, un contexte historique, ce dernier, exploré surtout par Marco Porcella. Gibelli et son group ont mis en évidence la traditionnelle pratique de la frontière de la Ligurie, qui ne s'arrêta jamais pendant les grands flux au-delà de l'Atlantique, et les enracinées pratiques migratoires des communautés de villages ligures, qui en avaient fait des ressources d'investissement. Dionigi Albera et Paola Corti ont bien expliqué ces pratiques d'investissement des communautés auparavant pensées juste en terme de pauvreté, mais en réalité capable de différencier ses ressources économiques et d'investissement.

⁴ Cfr. Nuto Revelli, *L'anello forte. La donna: storie di vita contadina*, Einaudi, Torino 1998 et les études sur les pratiques de la frontière de Paola Corti, Ralph Schor (publiées même sur la revue «Recherches Régionales» de Nice) ou de Renata Allio sur les migrants de Cône.

⁵ Sur l'histoire du fascisme et de l'antifascisme en Ligurie: Sandro Antonini, *Storia della Liguria durante il fascismo*, 4 voll., De Ferrari, Genova 2003-2008; Gino Bianco, Gaetano Perillo, *I partiti operai in Liguria nel primo dopoguerra*, Istituto Storico della Resistenza in Liguria, Genova 1965; Antonio Bianchi, *Storia del movimento operaio di La Spezia e Lunigiana*, Editori Riuniti, Roma 1975; Rodolfo Badarello, *Cronache politiche e movimento operaio del Savonese 1850/1922*, Comune di Savona, Savona 1987; Arrigo Cervetto, *Ricerche e scritti. Savona operaia dalle lotte della siderurgica alla Resistenza*, Edizioni Lotta Comunista, Milano 2005; Guido Barroero, *Anarchismo e resistenza in Liguria*, Edizioni AltraStoria, Genova 2004.

⁶ Dans les fiches du Casellario Politico Centrale (Cpc, dans: Acs, Ministero dell'Interno – Mi-, Direzione Generale di Pubblica Sicurezza – Dgps - Divisione Affari Generali e Riservati -Agr) on trouve des enquêtes sur la "conduite morale et civile" des antifascistes. Institué dans le 1894 par l'Italie libérale, il fut assez plus largement utilisé en époque fasciste.

⁷ Sur la migration politique populaire: Maurizio Degl'Innocenti (sous la direction de) *L'esilio nella storia del movimento operaio e l'emigrazione economica*, Lacaita, Manduria-Bari-Roma, 1992.

⁸ Le Cpc contient 22.351 fiches d'antifascistes émigrés en France sur un total de 152.588, dont 22.173 sur 149.089 ouverts en époque fasciste. La mémoire politique nous donne des chiffres différents: Aldo Garosci estima 200-300.000

de restituer assez bien le cadre de ces premières expatriations. Les fuites pressées, dictées par l'urgence du moment, étaient gérées par des groupes locaux. Les pionniers de l'exil ne pouvaient s'appuyer que sur des solidarités déjà structurés: ils exploitèrent les réseaux migratoires préexistants, inscrits dans les communautés locales, faits de liens de parentèle, d'amitiés, voisinage⁹. La France était bien placée et on se dirigea vers les territoires de forte concentration ligure, où le savoir-faire migratoire des communautés de provenance permettait de courir les moindres risques: Nice et Marseille.

Ce furent dans ces années que la France devint le premier Pays d'immigration du monde, en pourcentage de sa population, atteignant 2,7 millions d'étrangers recensés en 1931, soit 6,6%, les Italiens étaient nettement les plus nombreux¹⁰. Encouragés par les accords bilatéraux signés entre les deux Pays dès le lendemain du conflit, les travailleurs italiens affluèrent et la communauté transalpine de l'Hexagone comptait 760.000 Italiens en 1926, puis atteint le maximum de 808.000 recensés en 1931 - auxquels il faut ajouter les clandestins et les saisonniers, soit un total d'environ un million d'Italiens sur le territoire français¹¹.

De "subversif" à "antifascistes": la montée du péril fasciste

Au lendemain de la Première guerre, en Ligurie comme dans toute l'Italie, le gouvernement italien mit en œuvre des mesures répressives, dès les premières luttes dans les usines pendant le cours de 1919. Le fascisme aurait commencé à s'enraciner dans la région, en trouvant des adeptes parmi les déçus de la Grande guerre, attirés à nouveau par l'esprit de l'"interventisme", et revendiquant le rachat de la Nation qui aspirait à conclure son processus d'unification à travers des visées expansionnistes et de révolution sociale. À l'occasion des élections politiques de 1921, face à la défaite des forces de gauches, la Ligurie devint un des premiers objectifs nationaux du fascisme, du fait de son importance, avec ses grandes villes industrielles, à côté de Milan et Turin.

En fait le port de Gênes avait créé une masse de main d'œuvre organisée et politisée, encadrée dans la ville surtout dans le parti socialiste et en particulier dans la fraction réformiste, majoritaire parmi les travailleurs maritimes, différemment des ouvriers des usines de la périphérie et des communes de la soi-disant "Grande-Gênes", pour la plus part encadré dans le parti communiste et dans le Ponent génois dans le mouvement anarco-syndicaliste aussi. La fraction communiste plus puissante était celle de Savone et de son arrière-pays, même si le parti socialiste avait un certain public étant donnée la présence d'une figure charismatique comme Sandro Pertini. La Spezia était dominée par le mouvement anarchiste depuis le XIX^{ème} siècle, alors qu'à Imperia les mouvements

opposants expatriés (v. Pierre Milza, *Voyage en Ritalie*, Plon, Paris 1993, pp. 221-228, 262-263). Les sources françaises sont lacunaires: on n'enregistrait pas les entrées de l'Italie et jusqu'à la crise on tolérait les sans-papier, pensant que les recensements ne rapportaient pas d'informations politiques sur les immigrés.

⁹ Cfr. Simonetta Tombaccini, *Storia dei fuoriusciti italiani in Francia*, Mursia, Milano 1988, p. 3; Marie-Claude Blanc-Chaléard, *Les Italiens dans l'Est parisien: une histoire d'intégration. 1880-1960*, Ecole française de Rome, Rome 2000, pp. 222-223.

¹⁰ Marie-Claude Blanc-Chaléard, *Histoire de l'immigration*, La Découverte, Paris 2001, pp. 31-32.

¹¹ Pierre Milza, *Voyage en Ritalie*, Plon, Paris 1993, pp. 72-77; Id. (sous la direction de), *Les italiens en France de 1914 à 1940*, Ecole française de Rome, Roma 1986, pp. 14-17. M.C. Blanc-Chaléard, *Les Italiens dans l'Est parisien* cit., pp. 193-194, 197-199; Eric Vial, «In Francia» dans Piero Bevilacqua, Andreina De Clementi, Emilio Frabzina (sous la direction de), *Storia dell'emigrazione italiana*, vol. 2, Donzelli, Roma 2002, pp. 138-139.

des travailleurs étaient moins encadrés dans des partis spécifiques, puisque la dimension de la campagne et du village de pêcheurs avait ralenti la politisation des masses.

Entre 1921 et le 1922, les fascistes auraient intensifié les tentatives de prendre la région, tandis que les succès électoraux amenaient le soutien de la classe dirigeante au fascisme, devenu parti institutionnalisé et bras armé de la réaction du patronat industriel et agricole¹². Les forces populaires organisèrent une controffensive dans toute la région, dont le moment plus représentatif fut la constitution des «*Arditi del Popolo*». Il semble que ce soit précisément en Ligurie que soient nés les premiers groupes d'*Arditi*, avant même leur constitution à Milan. On y trouvait des anarchistes, des communistes et des socialistes. Ce fut dans le Ponent génois et à La Spezia que l'arditisme ligure se démontra le plus fort: ils étaient les territoires où le mouvement anarchiste s'était plus développé, à Est en s'insérant dans une ancienne tradition d'éméutes libertaire - déjà persécutés sous les gouvernements libéraux -, dont la figure plus connue était celle de Pasquale Binazzi, fondateur du *Libertario*; dans le Ponent génois c'était plutôt le cas d'un syndicalisme révolutionnaire proche de l'anarchisme.

Les affrontements les plus graves furent les «*fatti di Sarzana*», des faits sanguinaires qui se déroulèrent près de La Spezia le 21 juillet 1921 entre fascistes et forces populaires, lesquelles s'armèrent pour défendre le village, en faisant un carnage dans les campagnes des alentours en suivant les fascistes en fuite¹³. Après ces événements, les forces antifascistes se démontrèrent incapables de s'assumer leurs responsabilités et ce silence aurait joué un rôle de premier ordre dans l'isolement des partis démocratiques et de leur définitive débâcle. Les impressions de l'épisode de Sarzana suscitérent une écho ravageur dans tout le Pays et donnèrent l'opportunité à Mussolini pour se présenter comme le seul représentant des forces capables d'assurer la défense de l'ordre public.

La grève générale du 1^{er} août 1922 fut la dernière tentative désespérée des forces antifascistes de résistance. Ces dernières furent renversées, en Ligurie comme dans le reste du Pays, par un extra-pouvoir d'un squadrisme épaulé par la classe dirigeante et par les forces armées du roi. La Ligurie fut parmi les dernières régions du Pays à tomber sous les coups du fascisme. On vit se développer partout la répression patronale avec des licenciements politiques de masse. Les promoteurs des grèves et des révoltes populaires subirent une violente répression, avec arrestations et exécutions sommaires. Comme le montre l'analyse de notre corpus, des familles entières devaient payer les conséquences des représailles du l'ordre fasciste qui s'affirmait partout¹⁴.

Se cacher ou s'enfuir

Dans les premières années Vingt commencèrent donc les premières fuites d'antifascistes de la Ligurie. Comme dans d'autres régions à caractère industriel comme le Piémont, les premiers à laisser les villages furent surtout des syndicalistes, militants de base et des cadres mineurs de parti:

¹² Francesca Alberico, *Le origini e lo sviluppo del fascismo a Genova. La violenza politica dal dopoguerra alla costituzione del regime*, Unicopli, Milano 2009, pp. 89-91.

¹³ Sur les "fatti di Sarzana" on peut voir par exemple: Luigi Monardo Faccini, *Un poliziotto perbene*, Ippogrifo Liguria, Lerici 2002; Giuseppe Meneghini, *La Caporetto del fascismo: Sarzana, 21 luglio 1921*, Mursia, Milano 2011; Aa.Vv., *La storia come identità: i fatti di Sarzana del 21 luglio 1921 nella storiografia nazionale ed europea. Atti del convegno 19-20 luglio 2002*, Ippogrifo Liguria, Lerici 2003.

¹⁴ Cfr. F. Alberico cit., pp. 94-97, 139-160.

cette vague populaire qui précéda celle des *leaders* charismatiques et des dirigeants qui se déroula surtout après l'émanation des «*leggi fascistissime*» du 1926. Ce mouvement populaire mélangé à l'émigration économique de masse se confondaient sur les parcours ligures traditionnels, bien connus des populations locales¹⁵.

Il n'est pas évident de quantifier le nombre de ceux qui expatrièrent directement et de ceux qui, après une période dans une autre ville, passèrent la frontière ou encore restèrent cachés en Italie en changeant d'adresse. L'analyse prosopographique de l'échantillon ligure sur lequel nous avons travaillé – cent familles migrés dont trente constituent le *focus* de la recherche, ce qui correspond à celles pour lesquelles on dispose d'un bon nombre de sources privées qualitatives - permet toutefois d'estimer les proportions et le rythme des phénomènes.

En générale la majorité de premiers *fuoriusciti* ligures s'est réfugiée directement à l'étranger, surtout en France. Les militants les moins organisés suivirent les routes de la migration de proximité et s'installèrent dans les Alpes Maritimes, le Var ou les Bouches-du-Rhône. Ils provenaient surtout des provinces de Savone et La Spezia, mais sans doute les *imperiesi* furent les plus incités à traverser la frontière, à la lumière des lois qui leur favorisaient ce passage. Ces premiers départs provenaient d'un ensemble plus vaste, touchant toutes les provinces ligures et des arrières-pays.

Certain d'entre eux choisirent des routes anciennes, s'embarquant pour les Amériques, en suivant une habitude typiquement ligure qui prêtait moins attention aux distances qu'aux possibilités d'investissement, dans des projets migratoires pondérés, fruit d'une habitude communautaire de la mobilité qui permettait d'agir avec la lucidité, même dans des situations d'urgence, comme la fuite des chemises noires. Les habitants de Imperia, Savone et Gênes semblent avoir été les plus fidèles aux traditions migratoires atlantiques, au moins dans la première phase de l'exil. Ce sont plutôt les militants de base qui auraient opter pour ces choix américains.

Les cadres plus en vue, les dirigeants syndicaux ou de parti, souvent bannis, furent envoyés à l'étranger par leurs partis: ce fut surtout le cas des communistes, nombreux dans le Ponent génois et à Savone et ses alentours, villes industrielles. Les militants communistes de base ont émigré dès les premières années vers la capitale Paris ou la proche banlieue, à la différence des dirigeants qui seront restés pour la plupart en Italie - sous ordre de l'organisation jusqu'à la moitié des années Trente, en subissant souvent la prison ou le *confino*: la majorité provenait de Gênes.

Les Ligures, traditionnellement insérés parmi Marseille et Toulon, s'installèrent dans les Alpes Maritimes et surtout à Nice. Si Paris devint à la fin des années Vingt la première destination des Transalpins en France, ce ne fut pas pour les Ligures, qui privilégièrent la migration de proximité¹⁶. La majorité d'entre eux s'installa plutôt à Nice, où à l'époque fasciste la colonie italienne atteignit le 25% de la population¹⁷. Les liens avec Marseille ne furent pas non plus

¹⁵ Cfr. Aldo Garosci, *Storia dei fuoriusciti*, Laterza, Roma-Bari 1953; S. Tombaccini, *Storia dei fuoriusciti* cit., p. 3; M.C. Blanc-Chaléard, *Les Italiens dans l'Est parisien* cit., pp. 222-223.

¹⁶ Pierre Milza, *Voyage en Ritalie*, Plon, Paris 1993, pp. 445-449; Jacques Girault, «Les Italiens du Var entre les deux guerres», dans Antonio Bechelloni, Michel Dreyfus et Pierre Milza (sous la direction de), *L'intégration italienne en France*, Complexe, Bruxelles 1995, pp. 251-269; Ralph Schor, «L'intégration des Italiens dans les Alpes-Maritimes», dans *L'Intégration italienne en France* cit., pp. 271-279.

¹⁷ Henriette Carlès, Geneviève Laurent, *La population étrangère de Nice en 1926. Etude géographique*, Université de Nice, Laboratoire de géographie Raoul Blanchard, série «Etudes humadanses régionales » n. 1, s.d., pp. 2-5, 22; Ralph

desserrés, mais sans cesse au contraire réalimentés par des filières bien déterminées, liées à des villages et ou à des courants politiques.

La composition des migrations et de la communauté italienne en exil devait changer sensiblement dans les années Trente, avec la fuite des dirigeants vers la France et la fermeture des frontières favorisant les regroupements familiaux, mais le Sud-Est demeura une destination privilégiée. Cette présence d'une si massive colonie italienne dans la région attirait l'attention de la population locale et préoccupait les autorités de la Préfecture. Excitée en plus par les crises politiques qui se succédèrent entre les deux Nations au cours de l'entre-deux-guerres (1926, question de la Tunisie, puis la question irredentiste, Mussolini réclamant l'annexion du «comté de Nice» dans les années Trente¹⁸), l'opinion publique s'en prenait aux Italiens. C'est ce dont témoigne les débats inflammés sur la "*Pagina Italiana*" de *La France de Nice et du Sud-Est* dirigée par Luigi Campolonghi¹⁹, le président de la Ligue italienne des droits de l'homme, association très estimée par les milieux radicaux français²⁰.

2. La Spezia: les réseaux anarchistes dans le Var et les Bouches-du-Rhône

Dans la zone de La Spezia les expatriations commencèrent dès premiers temps de l'affirmation du squadriste. Dans le printemps 1921 le mouvement anarchiste local fut la cible d'une particulière violence: le fascisme récupérerait Sarzana "la perdue" après les événements du 21 juillet, village perçu dans l'imaginaire de l'époque comme l'avant-poste irréductible d'un anarchisme rebelle et sanguinaire. Les violences de masse culminèrent lors du 21 juillet et les procès qui suivirent ouvrirent la voie aux fuites spontanées des premiers antifascistes, en 1922 et 1923: une émigration précoce en Ligurie qui présenta des caractéristiques assez homogènes dès ses débuts, liée au militantisme libertaire local de l'avant-guerre.

Le personnage d'envergure politique majeure, chef charismatique, fut Ugo Boccardi, qui grâce à son ascendant et ses capacités organisatives fit de La Seyne-sur-Mer un pôle de l'anarchisme des originaires de La Spezia, en attirant des nouveaux exilés du village d'origine et en établissant un réseau international capable de mobiliser des hommes, des ressources, des projets. La construction d'un tel réseau était passé par des migrations internes, des déplacements et adaptations continues à de nouveaux contextes de travail, soutenus par des solidarités communautaires et familiales. Les chantiers navals de La Seyne offrirent un emploi à beaucoup d'ouvriers qui avaient travaillé à l'arsenal de La Spezia. Des nombreuses *spezini*, personnages majeurs ou mineurs de l'antifascisme local, suivant la migration économique du *Levante* ligure, accostèrent à La Seyne dans le cadre de filières rassurantes et stables.

Au début des années Trente, le groupe anarchiste de Boccardi à La Seyne s'adonna à une intense activité de terrorisme à l'étranger mais aussi tournée vers l'Italie. Les forteresses libertaires

Schor, «Les Italiens dans les Alpes Maritimes», dans Aa.Vv., *L'immigrations italienne en France dans les années 20. Actes du colloque franco-italien, Paris 15-17 octobre 1987*, Editions du Cedei, Paris 1988, p. 200.

¹⁸ Cfr. Ralph Schor, *Le fascisme italien dans les Alpes Maritimes 1922-1939*, dans «Cahiers de la Méditerranée» n. 42, 1991.

¹⁹ Hubert Delpont, Ernesta et Luigi Campolonghi: immigration italienne et antifascisme en Albret, Amis du vieux Nérac, Nérac 1991.

²⁰ Sur la Ligue des Droits de l'Homme voir les nombreux travaux d'Eric Vial, à partir de sa recherche de doctorat.

transalpines se trouvaient à Marseille, Nice, Bastia en France et Zurich en Suisse. Grâce à l'œuvre des *spezini*, la cité phocéenne devint un des lieux majeurs de concentration de la propagande anarchiste dans les difficiles années de la crise.

Antonio Luciani, Silvio Casella et Ugo Musetti, étroits compagnons du groupe anarchiste de Ugo Boccardi, et le garibaldien Tintino Persio Rasi sont presque inconnus de l'historiographie et de la mémoire officielle italienne: pour eux se pose la question posée par David Bidussa qui s'interroge sur la mémoire qui restera "après le dernier témoin"²¹. Tous *fuoriusciti*, militants anarchistes insérés dans les mailles des réseaux internationaux de l'antifascisme et de la cause républicaine espagnole, ces émigrants ligures du *Levante* eurent certaines caractéristiques analogues dans leurs parcours d'exil, et en particulier une qui est peut-être à l'origine du vide mémoriel qu'on peut vérifier dans l'Italie d'aujourd'hui. Ces anarchistes de la Spezia terminèrent tous leur expérience migratoire avec une installation définitive en France, ce qui impliquait, au moins à cette époque, un fort processus d'assimilation, qui a probablement influé sur la rupture des liens avec les personnalités et les institutions qui se seront occupées, dans l'après-guerre, de construire le *panthéon* des héros des Brigades internationales²².

Un courant minoritaire qui aurait regroupé plusieurs familles de La Spezia fut celui gravitant autour de la "Librairie Moderne" de Paris. La Librairie était gérée par un ingénieur de La Spezia proche de l'antifascisme démocratique du parti populaire de Don Sturzo et distribuait de la presse antifasciste. Grâce aux filiations qu'elle implanta à Nice, Marseille, Toulon, Lille et Alger, la Librairie créa un réseau de contacts entre anarchistes et socialistes *spezini*.

On est là dans les années Trente et les *fuoriusciti* avaient développé des structures politiques et sociales stables: on pouvait compter donc sur des réseaux d'accueil et d'assistance qui offraient un logement, un emploi, des occasions de rencontre entre antifascistes²³. À la fin de la décennie, avec le durcissement de la surveillance de l'Ovra, l'appareil d'étroite surveillance de la Police secrète fasciste, soutenue par l'Action française, alors que les ligues filofascistes faisant rage, conduisant à l'impasse le gouvernement Herriot en 1934, à partir du 1933 la structure antifasciste de la Librairie fut bientôt démantelée et l'antifascisme perdit une vitrine de presse de premier ordre.

Le réseau anarchiste de La Spezia fut particulièrement actif dans la mobilisation pour l'Espagne républicaine. Casella devint un collaborateur étroit de *Giustizia e Libertà*, lié directement à Carlo Rosselli, pour lequel il s'occupait d'imprimer du matériel de propagande à envoyer en Italie. Casella fit partie aussi du "Comité anarchiste Pro Espagne" de Paris et à Alger son adresse devint le centre de "ravitaillement des milices antifascistes d'Espagne". En octobre il s'enrôla volontaire dans les Brigades internationales en Catalogne et à la fin de 1938 il était encore à Perpignan à porter assistance aux volontaires revenant d'Espagne.

Similairement engagé sur le front républicain, on trouvait Tintino Persio Rasi. En octobre 1936 il dirigeait à Paris avec Luigi Damiani le "Comité international d'aide pour la révolution espagnole", et rentra toute suite dans le réseau de Berneri, Marzocchi et des plus importantes figures du mouvement qui étaient en train d'étudier les tactiques à adopter dans la guerre contre Franco.

²¹ Cfr. David Bidussa, *Dopo l'ultimo testimone*, Einaudi, Torino 2009.

²² Cfr. Aa.Vv., *La Spagna nel nostro cuore: 1936-1939: tre anni di storia da non dimenticare*, Aicvas, Roma 1996.

²³ Sur la structuration des organisations antifascistes dans l'exil et des associations de masse cfr. les travaux d'Eric Vial sur l'Union Populaire Italienne et sur la Ligue italienne des droits de l'homme, pas encore traduits en italien.

Dans ce contexte se déroula la réunion de Sartrouville du 1935 où Berneri exposa l'idée d'une collaboration factuelle avec d'autres forces de l'antifascisme pour obtenir des résultats concrets, en refusant le «front unique» mais en gardant des objectifs réels précis. Il se tournait surtout vers GI, lié par une sincère amitié avec Rosselli, mais aussi en visant une perspective de renforcement réciproque des mouvements après la réunification du Psi du 1930, l'unité d'action entre Psi et Pcd'I et la sortie de GI de la *Concentrazione Antifascista*²⁴. L'année suivante Berneri aurait constitué la section italienne de la *Columna Ascaso*, partie prenante de la *Confederación Nacional del Trabajo*, en signant la fondation avec Rosselli et Mario Angeloni, qui en prenait la tête en partant pour le front à affronter la bataille de Huesca.

Pendant ce temps en France, à Sartrouville, se tenait en 1937 une autre réunion anarchiste qui aurait signé le sort des antifascistes dans la guerre d'Espagne. Umberto Marzocchi et Tintino Rasi y participèrent. Ce dernier contribua à la discussion sur les rapports entre anarchistes et communistes sur le front espagnol, fortement compromis par la violente politique du bolchevisme: ce fut un point de tournant dans les relations entre les deux formations, qui signa une blessure difficile à guérir. Après une période comme volontaire, sous le nom de "Auro d'Arcola", Rasi géra dans son appartement de Paris à La Villette le siège du "Comité du droit d'asile" de la Cgt et il gardait le contact avec les grands noms de l'antifascisme internationaliste engagé en Espagne, mais aussi surtout avec ses vieux compagnons de son village d'origine, comme Spartaco Rolla ou Silvio Casella, engagés dans son même front, ou encore avec Elvira Angella, femme de Marzocchi – lui aussi volontaire combattant en Espagne – laquelle tenait à Lille dans son appartement un autre centre de ravitaillement et de logement pour les volontaires.

Parmi les *spezzini*, une présence d'exception dans l'aventure espagnole fut celle d'Umberto Marzocchi, dirigeant anarchiste de renom en Italie comme à l'étranger. Il devint un des compagnons les plus sûrs de Camillo Berneri et fut parmi les dirigeants du comité né à Sartrouville en 1937, ainsi qu'un des fondateurs de la Colonne italienne qui convergea à Barcelone le 17 août 1936 dans l'*Ascaso*, avec Rosselli, Angeloni et Berneri. Il se battit à Barcelone avec le Poum et fut protagoniste des violentes luttes parmi anarchistes et communistes, en assistant à la mort de Berneri, dont il dut reconnaître le corps après sa mort.

Puis vint le temps des échecs et impasses. Les années de la guerre d'Espagne coïncidèrent avec une période de fortes polémiques où l'appareil directif du Pcd'I fut fortement critiqué après sa signature d'un document, en octobre 1936, où il se démontrait ouvert à des alliances transversales à toutes les forces politiques, même à la masse des apolitiques, en tentant d'amples son influence en Italie à des secteurs de la population proche du fascisme. Parallèlement en Urss s'ouvrait en 1937 la sanglante époque des procès, dont les échos arrivèrent jusqu'au monde communiste de Paris. Ce fut la fin de l'âge des Fronts et des alliances, pendant qu'en Espagne s'allumaient les rivalités entre communistes et anarchistes. Dans le même temps à Bagnoles-sur-l'Orne, étaient exécutés en juin 1936 les frères Rosselli (par la Cagoule engagée par Mussolini). Avec eux, mouraient deux figures-symboles de la renaissance antifascite et du volontarisme activiste de GI²⁵. En mars 1939 en Espagne les franquistes prenaient définitivement le pouvoir. Parallèlement, la politique du Front Populaire décevaient les espoirs des gauches française et italienne²⁶.

²⁴ Cfr. les recherches de Gaetano Manfredonia sur les anarchistes italiens en France.

²⁵ M.C. Blanc-Chaléard, *Les Italiens dans l'Est parisien* cit., pp. 467-473.

²⁶ S. Tombaccini, *Storia dei fuoriusciti* cit., pp. 304-307.

3. Savone: antifascisme populaire à Nice, socialistes du Midi, cadres communistes à Paris

L'antifascisme moins organisé de la province de Savone suivit aussi les routes de la mobilité économique et les premiers exilés se dirigèrent vers les régions françaises où étaient déjà installées des colonies ligures. Il s'agit ici d'un type de *fuoriusciti* peu connus, dans une province où la mémoire de l'émigration antifasciste est cristallisée sur la figure prépondérante de Sandro Pertini. Les pionniers du *fuoriuscitismo* de Savone ne furent pas les *leaders*, mais plutôt des militants de base, pour la majorité communistes provenant des alentours de Vado Ligure. Là un mouvement des travailleurs radical avait conduit à des durs affrontements dès l'apparition des premières expéditions squadristes. Similement à La Spezia, dans le territoire de Savone se produisit un épisode propre à impressionner l'opinion publique: la mort d'un fasciste lors du 1^{er} mai 1922. S'en suivirent des agressions et représailles et enfin un procès qui signa la naissance du premier flux d'exilés.

Ces pionniers de l'exil de Savone s'orientèrent vers le Niçois et y créèrent un réseau de connaissances capable d'attirer d'autres originaires de la même commune, d'une manière similaire à ce qui se passa pour La Spezia, même si dans ce cas le réseau ne s'accrocha pas autour d'un *leader* charismatique populaire comme Boccardi. Pas mal d'entre eux réussirent dès les premières années à se retrouver à l'étranger avec leurs femmes et fils et les mariages à l'intérieur de la petite colonie savonnaise immigrée ne furent pas rares.

Pendant ces temps, d'autres sont partis pour des destinations anciennes, comme le socialiste Giuseppe Scarrone, industriel du village d'Altare qui exporta l'art de la vitre de sa petite ville à Buenos Aires, en réalisant un «rêve américain». Il se fit connaître à l'étranger et en Italie grâce à sa prolifique activité de journaliste antimussolinienne. Évidemment dans les années pionnières du *fuoriuscitismo* l'émigration au-delà de l'océan éveillait encore des espérances parmi les persécutés politiques et les familles suivaient plusieurs routes, en diversifiant les investissements migratoires et les voies d'affirmation économique, sociale, personnelle.

À la fin des années Vingt et pendant le cours des années Trente, on voit se consolider l'émigration antifasciste de Savone, dans le proche Niçois mais aussi dans la région marseillaise et dans le Var. Les flux les moins politisés eurent tendance à se stabiliser à travers des regroupements familiaux, qui apportaient en général une certaine ascension socioéconomique. Les cas de complète assimilation ne furent pas rares, avec des familles qui restèrent, en partie ou bien au complet, en France pour s'installer définitivement. Marie-Claude Blanc-Chaléard explique que les naturalisations furent du reste typiques de l'âge de la stabilisation, face à la consolidation du régime en Italie qui conduisait à des choix de non-retour, mais jouait aussi la politique en faveur des travailleurs français, qui défavorisait l'embauche des étrangers: la crise frappait alors la France et le climat xénophobe faisait son chemin. On regardait avec suspicion des immigrés seuls alors qu'on acceptait plus facilement l'arrivée de familles entières²⁷.

²⁷ Franco Ramella, Reti sociali, famiglie e strategie migratorie, dans Storia dell'emigrazione italiana cit., vol. 1, 2001, pp. 143-160; M.C. Blanc-Chaléard, Les Italiens dans l'Est parisien cit., pp. 385-439, 441-451; Ralph Schor, L'opinion française et les étrangers 1919-1939, Publications de la Sorbonne, Paris 1985; E. Vial, «In Francia» cit., pp.140-141.

Le cas d’Alessandro Pertini: un bref exil, mais un symbole

Avec la fuite de Filippo Turati en novembre 1926, l’émigration la plus connue émigration fut celle de Sandro Pertini²⁸. L’activité des socialistes locaux s’était concrétisée surtout au lendemain de l’assassinat de Matteotti, autour de Alessandro Pertini et de son ami Giovanni Battista Pera: deux avocats représentant une gauche d’extraction semi-bourgeoise, actives dans les milieux intellectuels et politiques de Turin, Florence, Milan. Milan fut justement la ville où on fut imaginée la fuite, en mobilisant à travers Pertini les socialistes de Savone.

On organisait un réseau mixte de solidarité, mêlant régionalisme et buts politiques qui conduisit les chefs de file du socialisme savonnais entre Nice, Toulon et Marseille, suivis par toute une série de moindres militants. Ils furent intégrés dans les structures antifascistes franco-italiennes, dans la Concentrazione Antifascista, dans la prestigieuse Ligue des Droits de l’Homme et, plus tard, dans le mouvement de “*Giustizia e Libertà*”²⁹. Un flux de socialistes en mouvement, gardant les contacts entre le Sud-Est et Paris, s’organisa sous les directives du parti.

La figure de Sandro Pertini assumait dans ces filières migratoires un rôle plus tutélaire que de protagoniste, étant donné aussi sa fugace expérience française qui s’acheva dans les prisons fascistes. Le lien entre les “hommes de Pertini” détermina la formation d’un milieu antifasciste constellé par des personnages apparemment unis par des liens personnels plus que par de vraies et propres réseaux, lesquels pourtant existèrent et se créèrent autour d’eux: l’ambiance socialiste qui se définit entre Toulon et Marseille pendant le cours des années Vingt confirme, dans sa structuration, l’absence de vraies et propres «Petites Italies» en France, comme on a noté dans l’étude de Bechelloni, Blanc-Chaléard, Deschamps, Dreyfus et Vial³⁰, mais plutôt une présence dispersée et articulée au sein du tissu local. Les réseaux de la colonie italienne, du socialisme français, des connaissances du village d’origine fondaient leur cohésion dans la confiance commune dans le maître Pertini.

L’histoire personnelle de Pertini, figure solitaire qui contribua au mythe des *fuoriusciti* d’élite aux sommets des partis, est peu représentative de l’émigration socialiste savonnaise. En fait elle s’articula – dans ses composants plus ou moins populaires – à des logiques de regroupements familiaux, des projets de travail communs entre amis et concitoyens, comme par exemple l’entreprise de transports publics de l’avocat Pera et de Italo Oxilia. Toulon fut singulièrement le centre propulseur de ces liens, consolidés autour de la figure de Sandro Pertini qui avait formé les consciences socialistes des exilés de Savone, mais qui de fait n’était qu’un membre symbolique d’un groupe qui agissait de façon autonome.

Cette migration socialiste de Savone fut tardive, par rapport aux départs des militants de base, en majorité communistes, et coïncida avec la répression des *leaders* des parti de l’*Aventino*

²⁸ Sur la figure de Pertini dans l’exil: Aldo Chiarle, *Sandro Pertini*, Ars graphica, Savona 1978; Mario Zino, *La fuga da Lipari*, Nicola, Milano 1968; Luca Di Vito, Michele Gialdroni, *Lipari 1929: fuga dal confino*, Laterza, Roma-Bari 2009; Rino Di Stefano, *Mia cara Marion...: 1926-1949: dal carcere alla Repubblica: gli anni bui di Sandro Pertini nelle lettere alla sorella*, De Ferrari, Genova 2004; Vico Faggi, *Il processo di Savona. Dagli atti processuali del 1927. Due tempi di Vico Faggi*, Edizioni del Teatro Stabile di Genova, Genova 1965.

²⁹ Sur le mouvement de *Giustizia e Libertà* voir les études de Mario Giovana et les travaux annuels de l’Istoreto autour du séminaire “Cantieri aperti”.

³⁰ Marie-Claude Blanc-Chaléard, Antonio Bechelloni, Bénédicte Deschamps, Michel Dreyfus, e Eric Vial (sous la direction de), *Les Petites Italies dans le monde*, Presses universitaires de Rennes, Rennes 2007.

ainsi désigné par le régime en 1926, année des lois “*fascistissime*”. Il semble en outre que Paris n’ait pas constitué un lieu particulièrement accueillant pour les socialistes ligures, au moins fut-ce perçu ainsi par ceux qui, après un bref séjour dans la capitale, tentèrent tous de s’établir dans le Sud-Est, où ils avaient des contacts avec d’autres concitoyens ou plus simplement ils trouvaient une ambiance politique plus accueillante et, selon eux, plus frugale.

Dans les années Trente le groupe socialiste de Savone du Sud-Est perdit sa cohésion, pendant que les immigrés isolés tentaient de se stabiliser économiquement. La crise était en train de désagréger les réseaux de soutien réciproque qui avaient tenu depuis les années de jeunesse commune dans la ville d’origine, à Savone. L’argent rompait des relations solides, en même temps que l’attitude des dirigeants se durcissaient face aux difficultés socioéconomiques de l’époque, en isolant politiquement des vieux compagnons de partis. Vers la fin de la décennie, en s’approchant la guerre, le réseau socialiste de Savone du Var et des Bouches-du-Rhône était défait. C’était le prélude d’une nouvelle saison d’engagement politique, dans la mère-patrie.

4. Gênes: syndicalistes au long d’anciennes routes et dirigeants à Paris

Gênes est évidemment la province qui a fourni les flux migratoires les plus riches, avec le plus grand nombre de responsables importants. Le *fuoriuscitismo* génois fut strictement lié à l’expérience de cadres et dirigeants de parti, parmi lesquels un certain nombre aura une partie active dans la reconstruction de la I^{ère} République italienne. Leur émigration se situe dans le flux des chefs politiques au lendemain de la suppression des partis liées aux lois du 1926. Cela n’exclut pas, dans le Génois, des émigrations antérieures.

La prévalence du courant réformiste à Gênes avait, dans une certaine mesure, contenu les expéditions squadristes, à l’exception toutefois du Ponent génois, où anarchistes et syndicalistes révolutionnaires furent pris pour cibles par les fascistes dès 1921. Ce fut toute une série d’ouvriers, militants de base très actifs, qui nourrirent les premiers flux d’exil. Comme ailleurs dans la région, beaucoup d’entre eux choisirent la France, mais elle resta malgré tout derrière la voie des Amériques. En France, la route maritime menait à Marseille. Ce fut un lieu d’accostage sûr pour ceux qui devaient organiser une fuite pressée, et des réseaux consolidés assuraient sur place des solidarités pour l’organisation du voyage, l’accueil, la première installation. Ces premiers exilés qui, autant que les violences squadristes, subissaient en Italie le chômage lié à la discrimination politique imposée dans les embauches, y trouvèrent du travail.

Au côté de tous ces militants de base, l’exil des cadres et dirigeants de parti a marqué l’expérience antifasciste génoise des années Vingt et Trente et a privilégié une destination en particulier, même en s’articulant selon des réseaux différents: Paris. La capitale et son agglomération virent se réunir dans un même milieu des militants appartenant aux courants politiques les plus divers. Ces derniers réussirent à recréer à l’étranger des micro-communautés marquées par une identité plus politique que régionale, même si de fait les connaissances de village ne s’évanouirent jamais, et contribuèrent à consolider les solidarités des réseaux antifascistes. Paris était devenue pendant les années Vingt le majeur pôle d’attraction de l’immigration italienne et en particulier, différemment des années précédentes la Grande guerre, l’expansion de la colonie s’accompagna à une croissance décisive de la banlieue et donc à la dilatation urbaine et industrielle de la métropole.

Francs-maçons et républicains à Paris

De Gênes partit aussi une émigration de francs-maçons bourgeois, qui se lia aux milieux républicains et à ceux de GI à Paris. Le personnage le plus connu de ce courant, maçon et républicain, fut Raffaele Rossetti. Il fut une figure ambiguë, rendue célèbre par la médaille d'or militaire qu'il obtint après la Grande guerre pour son action lors de l'effondrement du cuirassé autrichienne "*Viribus Unitis*", puis par sa participation à la première mission malheureuse lancée pour libérer Carlo Rosselli du *confino* à Lipari. L'issue de cette mission aurait été une des causes les plus décisives des mésententes entre Rossetti et les antifascistes socialistes et démocrates, et l'aurait éloigné toujours plus du parti républicain. Il aurait été engagé dans la fondation du mouvement *Giustizia e Libertà* par Rosselli, mais l'intransigeance de Rossetti et les volontés de *leadership* de Rosselli conduisirent les deux hommes à une opposition malsaine. Rossetti restait isolé politiquement, au point qu'il aurait constitué le très rare cas d'un dirigeant qui, au retour en Italie, ne participa pas à la Résistance.

Le flux des dirigeants communistes après le 1926

Ce fut seulement plus tard que prit forme le flux génois le plus politisé, celui de la matrice communiste, structuré et politisé même au niveau des petits cadres, au moment où le Pcd'I local fut frappé par les arrestations de la deuxième moitié des années Vingt en relation avec les lois de 1926. Pendant les années Vingt les exilés génois qui allaient se retrouver à Paris avaient opéré dans le réseau clandestin en Ligurie, en acquérant depuis la jeunesse une mûre conscience idéologique, qui leur permit une rapide carrière dans les organisations du parti, et les conduisit aux sommets, dans l'exil, dans la phase la plus critique, la deuxième moitié des années Trente. Dans ce sens les parcours les plus significatifs furent ceux d'Agostino Novella et Raffaele Pieragostini, tous deux de famille prolétaire, qui collaboraient dans le parti clandestin avec des grandes représentants du parti communiste génois avant et après la guerre. Au début des années Trente, après la libération des éléments de la jeunesse communiste génoise, le parti décida d'envoyer les éléments meilleurs au-delà des Alpes pour garantir le maintien opérationnel de l'organisation.

Raffaele Pieragostini, Emilia Belviso et son mari Attilio Tonini et Agostino Novella parmi les militants d'origine ouvrière, Amedeo Ugolini parmi les intellectuels sont juste les noms les plus en vue de toute une émigration d'extraction urbaine qui se dirigea presque exclusivement à Paris. Dans ces mêmes années arriva à Paris l'émissaire savonnais Giovanni Michelangeli, syndicaliste professionnel, alors que convergeaient dans la capitale les cadres les plus formés du Pcd'I ligure. La capitale française attirait en masse les communistes les plus politisées de la Ligurie, en particulier de Gênes et Savone. L'organisation fortement centralisée du Pcd'I canalisait les parcours de ses éléments plus expérimentés. Dans les années Trente où le parti et ses associations de masse étaient désormais solidement structurés, ils étaient constamment présents dans les communautés immigrées.

Leur arrivée coïncida avec la période de plus grande vitalité et optimisme de l'antifascisme en exil. En Italie, le régime suscitait des mécontents non pas seulement parmi les classes pauvres mais aussi parmi la moyenne bourgeoisie, pendant qu'arrivaient les premières nouvelles de

l'instauration de la République en Espagne et de la fin de la dictature de Primo De Rivera. Les premiers signes avant-coureurs de la crise faisaient espérer dans un effondrement du gouvernement et se serait donc ouverte une situation favorable à un débouché révolutionnaire. Pour les exilés italiens, qui ne soupçonnaient pas encore la prise du pouvoir d'Hitler en Allemagne, s'ouvrit une grande saison d'activisme politique et d'illusions révolutionnaires³¹. À la fin de 1928, alors qu'il se constituait le réseau communiste ligure à Paris, se solda le "lien de fer" du dirigeant du Pcd'I Palmiro Togliatti avec le dictateur Staline, à travers le VI Congrès du *Komintern*, lequel établit le principe du «social-fascisme», soit de l'équiparation de la social-démocratie à une forme cachée de dictature de classe comparable au fascisme.

Pendant les années Trente où se déroula le travail de dirigeants communistes ligures, l'avènement du Front Populaire apporta une nouvelle bouffée d'espoir dans la population française et chez ceux qui, comme les antifascistes, se solidarisaient avec le Pays d'accueil. Le grand consensus populaire que Blum obtint, au moins dans les premiers mois de son mandat, est resté vivant dans la mémoire des *fuoriusciti* qui évoquent avec de nostalgie ces mois d'espoirs et de solidarité.

L'été 1934 avait donné une grande impulsion à l'activité des gauches, qui, dans toute l'Europe, s'étaient ouvertes à la collaboration pour opposer une résistance à l'émergence du nazisme hitlérien. En France le «pacte d'unité d'action» entre Sfió et Pcf fut signé le 27 juillet 1934 et dans tous le Pays surgirent des comités de «Front unique», soit d'alliance entre socialistes et communistes³².

Le Pcf comptait beaucoup sur l'immigration italienne, qui pour sa dimension de masse constituait une ressource importante pour la lutte de classe, allant à fournir un secteur de la Main d'Œuvre Immigrée (Moi) de proportions remarquables³³. Il s'ouvrait la grande saison des «Groupes de Langue Italienne» du Pcf, qui coordinaient la propagande et l'enrolement de nouveaux volontaires pendant le cours des grandes batailles antifascistes de la deuxième moitié des années Trente, dont la guerre d'Espagne représenta l'événement culminant³⁴. L'unité d'action entre le Pcd'I et Psi fut signée le 17 août 1934. Il s'agissait surtout d'un expédient politique, mais non pas pour cela sans d'efficacité³⁵. Contemporanément, le Pcf et le Pcd'I aussi relancèrent une collaboration plus concrète; les syndicats même atteignirent un compromis jusqu'à quand ils signèrent un programme commun qui porta à la réunification dans une seule Cgt en janvier 1936³⁶.

Ce fut une saison de grande mobilisation des masses à travers des fêtes franco-italiennes, bals, concerts, excursions en campagne organisées en nom du Front unique, ils s'animaient les cercles locaux, les associations, les théâtres populaires et les guinguettes de l'Est parisien et de sa banlieue, peuplée par beaucoup d'Italiens.

Dans la colonie italienne parisienne, l'engagement dans la guerre l'Espagne a laissé des traces profondes. Elisa Signori montre comme ils furent en particulier les anarchistes et les militants de Giustizia e Libertà à profuser les plus grandes énergies dans la cause républicaine en s'enrolant

³¹ S. Tombaccini, *Storia dei fuoriusciti* cit., p. 122.

³² M.C. Blanc-Chaléard, *Les Italiens dans l'Est parisien* cit., pp. 257-258.

³³ Cfr. Stéphane Courtois, «Le Pcf et la question de l'immigration, 1936-1948», dans Pierre Milza et Denis Peschanski (sous la direction de), *Exils et migration. Italiens et espagnols en France, 1938-1946*, L'Harmattan, Paris 1994, p. 217.

³⁴ Cfr. Ibidem, p. 218.

³⁵ M.C. Blanc-Chaléard, *Les Italiens dans l'Est parisien* cit., pp. 82-86, 100, 106-107.

³⁶ Ibidem, p. 457.

les premiers dans la *Colonna Rosselli*, dans l'août '36. On répondit à l'appelle de Rosselli de l' "Oggi in Spagna, domani in Italia", pendant que se constituaient des comités d'aide et d'assistance aux volontaires et à leurs familles, surtout pour l'initiative des femmes.

De la deuxième moitié du 1936 au printemps 1937 un grand afflux révolutionnaire anima l'univers des *fuoriusciti*, plongés dans les batailles politiques de la gauche française, jusqu'à l'irréversible rupture parmi anarchistes et giellistes contre les forces marxistes aux ordres de Staline, avec l'assassinat de Camillo Berneri³⁷. Cependant les graves pertes, l'Espagne représentait un banc d'essai pour les exilés italiens en vue de la lutte de libération de la dictature mussolinienne. On ne s'écartait pas idéalement d'une ligne de continuité avec la tradition garibaldienne, armée, qui se distinguait pour cela de l'épuisante attentisme des «*strateghi da caffè*», qui aurait constitué un *topos* mémoriel très enraciné dans le discours public italien sur l'antifascisme et la Résistance.

Ce fut seulement après des mois d'attentisme des partis que les socialistes et les communistes traversèrent les Pyrénées aussi, en octobre, encadrés dans le *Battaglione Garibaldi*, à la tête de Randolfo Pacciardi, et ce fut dans cette tournée qu'ils s'engagèrent surtout les immigrés communistes de l'Est parisien, parmi lesquels beaucoup de Ligures.

Les plus grandes dirigeants communistes ligures, envoyés à Moscou à l'école de parti, s'entraînaient alors à la bataille sur le terrain espagnol: ils s'étaient rencontrés en Urss et se retrouvaient à nouveau dans la lutte armée, dans les arrières, dans les sièges de Radio Barcellona, hommes et femmes devenus désormais des militants de profession: parmi les communistes, Raffaele Pieragostini, Emilia Belviso, Domenico "Bruno" Rolla, Giovanni Battista Canepa.

Dans le même temps, des autres militants de valeur rentraient dans la direction de la *Voce degli italiani*. Les dirigeants communistes exploitèrent habilement l'instrument de la presse pour transmettre l'esprit propositif du Front Populaire chez les immigrés italiens, et, dans ce but, ils donnèrent beaucoup d'espace à l'intervention antifasciste italienne en Espagne. Ce fut surtout *La Voce degli italiani* qui incarna, à travers ses pages, l'esprit du Front: elle donna une grande visibilité aux volontaires d'Espagne et devint un vrai documentaire sur la guerre, avec des photographies et compte rendus du front, reportages sur la vie quotidienne des combattants et des impressionnants bombardements sur les villes espagnoles. Ce fut le premier conflit où les images jouaient un rôle fondamental dans l'influence sur l'opinion publique et les antifascistes surent exploiter cette occasion³⁸.

Avec l'avènement de la guerre d'Espagne l'antifascisme élargit grandement sa base de masse et les rapports avec sa communauté non politisée. Même Rosselli, représentant d'un mouvement d'élite, était désormais connu par les masses ouvrières. Dans le printemps 1937, le Pcd'I a donné une forme concrète à ses ambitions en jouant un rôle décisif dans la création de ce qui devint la plus grande association de masse des Italiens à l'étranger, l'Union Populaire Italienne, née sous le patronat du Pcd'I bien que formellement apolitique, fondée sur la recherche d'un rapport direct avec la base à travers la socialisation des masses. L'Upi connut un succès sans égal dans la deuxième moitié des années Trente, à travers ses initiatives dans le domaine associatif, assistentiel et de loisirs, qu'elle popularisa dans *La Voce degli Italiani*.

³⁷ M.C. Blanc-Chaléard, *Les Italiens dans l'Est parisien* cit., pp. 466-467.

³⁸ Cfr. Tullio Contino, *Spagna 1936-1939: immagini della guerra civile*, Chiaramonte, Collegno (To) 2000; Alessio Conca, *Guerra delle immagini e fotografia giornalistica*, Simple, Macerata 2010; Aa.Vv., *Immagini nemiche: la guerra civile spagnola e le sue rappresentazioni, 1936-1939*, Ibc Compositori, Bologna 1999.

Ils furent nombreuses les antifascistes ligures qui partirent volontaires pour la guerre d'Espagne, surtout anarchistes et communistes émigrées en France, pour la majorité arrivés à travers les réseaux les plus politisés, ou bien avec les flux les plus tardifs.

S'ils se distinguaient les noms des plus grands dirigeants parmi les combattants internationaux, ils s'enrolèrent aussi des militants de base provenant de la Ligurie, formés dans le milieu ouvrier des usines et mûris politiquement dans les années d'exil à Paris. Même les femmes et les filles des combattants se dépensaient en faveur des volontaires, en recueillant des vivres et de vêtements en battant les rues des villes françaises pour les envoyer en Espagne.

L'engagement des antifascistes dans les grandes batailles internationales ne s'épuisa pas dans l'enrolement direct, mais il fut possible grâce au soutien de tout un appareil de dirigeants qui organisait la formation, l'information et la propagande, une structure tissée par les réseaux politiques à tendances unitaires qui dominaient la scène des *fuoriusciti* dans la France de l'époque. Il s'agissait surtout de l'activité de la dernière vague d'immigrés antifascistes ligures, les plus politisés, en particulier communistes et génois.

À la moitié des années Trente, le communiste génois Martino Martini fut promu dans le secrétariat politique de la jeunesse du Pcd'I avec les cousins Pietro et Giuliano Pajetta. Tous se lièrent d'amitié avec les frères Diodati, communistes ligures eux aussi, arrivés à Paris dans la dernière phase de l'émigration antifasciste, représentant un typique exemple de communistes restés en Italie jusqu'au sommet du consensus du régime, en suivant la route de l'exil organisé par le parti. Dans les Groupes de Langues ces jeunes rencontraient d'autres fils d'exilés, connaissaient les histoires des militants arrivés de l'Italie, des miliciens revenus de l'Espagne rouge qui influencèrent leurs choix, comme dans le cas des Pajetta, qui partirent à leur tour comme volontaires. L'organisation féminine géra un cours d'infirmière pour les volontaires espagnoles où se distingua, pour son zèle et sa constance, la républicaine et gielliste génoise Adele Dell'Isola. Celle-ci sut attirer à la cause espagnole l'attention de beaucoup de jeunes comme Bianca Diodati. Adele Dell'Isola était rentrée en contact avec le milieu de Rosselli qui l'avait insérée dans la «*sigla*» de Paris, la cellule centrale de GI, au côté des plus grands dirigeants du mouvement, et elle devint une porte-parole du giellisme féminin tout en incarnant, comme l'a expliqué Noemi Crain Merz, une figure de «*mère assistentielle*». Empêchée d'accéder à une dimension vraiment politique, elle restait sur le seuil d'un univers typiquement masculin, une trajectoire en cela pas trop différente de ce qui se passait chez les communistes³⁹.

5. Imperia: une émigration de gens ordinaires en Côte d'Azur

Le cas d'Imperia apparaît beaucoup plus homogène que celui des autres provinces ligures. Il s'agit en général d'une émigration tournée vers la Côte d'Azur voisine, alimentée par des paysans, des petits commerçants agricoles, des domestiques, représentants de l'émigration de travail. En fait si l'on excepte le cas d'un *leader* de renommée nationale comme Giuseppe Amoretti, le *fuoriuscitismo imperiese* fut un phénomène largement populaire et paysan, lié au transnationalisme local. Ici, on ne note aucun événement spécifique, déclencheur des flux vers la France. Les expatriations et rapatriements dans le proche Niçois avaient été constants dans les

³⁹ Noemi Crain Merz, *L'illusione della parità: donne e questione femminile in Giustizia e libertà e nel Partito d'azione*, FrancoAngeli, Milano 2013.

vicissitudes des histoires familiales, où les éléments les plus âgés avaient déjà fait des expériences d'émigration au-delà des Alpes au début du siècle, avec des noyaux d'implantation définitive. C'est-à-dire qu'ils se mouvaient sur un territoire familial à eux, il savaient évaluer les opportunités offertes et profitaient de connaissances qui englobaient l'emploi, la socialisation, l'insertion et l'usage de la langue⁴⁰. Les destinations étaient souvent de toute proximité, Monaco, Menton, Beausoleil, Nice, indice d'une typique pratique de la frontière. Dans les villages de la province d'Imperia à vocation maritime et rurale les partis communiste et socialiste avaient soulevé des consensus parmi la population plus tard qu'ailleurs dans la région, mais ils y étaient enfin arrivés par l'influence du pôle de Oneglia et Porto Maurizio, divisé en deux communes jusqu'à l'union dans une seule en 1923, nommé justement Imperia.

Il y eut aussi à Imperia une minorité d'anarchistes et socialistes qui choisit les routes américaines, normalement en abandonnant le Pays avant l'avènement du fascisme, et qui serait resté pour la majorité définitivement au-delà de l'Atlantique, en réalisant même des discrètes fortunes. Il y eut en outre ceux qui choisirent, comme ailleurs dans la région, la voie de l'Afrique du Nord française.

Ceux qui, dès les premières années du siècle, se déplaçaient des frontières ligures vers la France voisine, s'y stabilisèrent pour beaucoup avec leur famille. Il y a de nombreux cas d'antifascistes *imperiesi* qui demandèrent la naturalisation en devenant des citoyens français, selon le classique parcours d'assimilation promu par la politique française. En effet ces migrants grandirent depuis leur jeunesse en territoire français, en apprenant la langue, les coutumes, en s'insérant dans la communauté des immigrés d'Imperia. D'ailleurs, chez les Italiens de la Côte d'Azur, l'immigration des années Vingt se différenciait du passé pour son caractère à prévalence familiale. Après des années de va-et-vient, certains optèrent définitivement pour la France, une terre qui leur avait toujours offert un accueil et une possibilité de travailler.

Nice représenta le pivot réel et symbolique de l'immigration antifasciste de Imperia de l'entre-deux-guerres et fut même le centre d'une intense activité politique, dans une ville conservatrice par tradition, anti-italienne et particulièrement hostile aux mouvements progressistes et de gauche. La colonie des exilés cohabitait avec une masse d'immigrés italiens économiques et d'antifascistes qui, petit à petit, abandonnèrent la cause politique pour ne pas trop attirer l'attention de l'administration de la Préfecture niçoise. Il ne s'agissait pas vraiment d'un succès de la propagande consulaire, engagé dans le département dans la cause irrédentiste, mais plutôt d'un choix opportuniste pour sauvegarder la stabilité garantie à sa propre famille grâce à l'émigration.

Différemment des autres cas régionaux, pour les *imperiesi* la conscience politique active n'arrêta pas le processus d'assimilation: on s'intégra dans les syndicats français, on s'enrôla dans l'Armée et dans les Brigades internationales aux côtés des Français. Beaucoup d'antifascistes parmi les plus engagés ne revinrent plus en Italie après l'entrée en guerre et même en gardant leurs propres principes antifascistes, ils poursuivirent leur engagement politique et idéal dans ce qu'ils percevaient comme leur nouvelle patrie, la France. C'était aussi les conséquences de la xénophobie anti-italienne enracinée dans la région niçoise, laquelle poussait à se franciser rapidement⁴¹.

⁴⁰ Cfr. Paola Corti, Ralph Schor, *L'esodo frontaliero: gli italiani nella Francia meridionale*, dans «Recherches régionales» n. spécial, 1995; cfr. les études du *Centre de la Méditerranée* de Nice et sa revue «Cahiers de la Méditerranée»; P. Milza, *Voyage en Ritalie* cit., pp. 445-459.

⁴¹ P. Milza, *Voyage en Ritalie* cit., pp. 452-453.

Pendant les années Trente, avec la dernière vague migratoire des exilés, certains antifascistes pas encore compromis avec les institutions et, donc, pas encore fichés par la police, profitèrent pour se transférer en France en apportant avec eux toute leur famille. La migration antifasciste déclenchée dans ces premières années Trente se révéla la plus instable pour les *imperiesi* aussi, et elle vit arriver des militants qui regagnèrent la mère-patrie au début de la guerre ou bien qui suivirent les mobilités internes des Français en fuite devant les armées du futur occupant.

Dans le cadre de cette migration tardive, le cas de la famille Liprandi mérite d'être analysé pour les modalités avec lesquelles les stratégies antifascistes utilisent des différents composants de la famille, entre l'Italie et l'étranger, et pour la façon dont il éclaire, à travers l'approche proposopographique, les modalités d'enrôlement dans les réseaux de l'antifascisme, via les connaissances informelles et communautaires. Les membres de la famille restés en Italie étaient engagés plus ou moins activement dans la cause antifasciste, dès lors qu'une voie de communication était garantie avec le mouvement à l'étranger. De fait, toute la famille Liprandi participait à l'activité des composants les plus engagés, des militants de GI, en se mettant à disposition pour fournir des informations ou pour transporter des matériaux illégaux de l'une à l'autre partie de la frontière. Les réseaux familiaux rentraient dans les mécanismes politiques de la direction de GI niçoise, qui s'en servait pour rétablir les liens avec l'Italie et se tenir en contact avec Paris à travers les membres de la «*sigla*» de Nice. L'histoire des Liprandi jette de la lumière sur les modalités d'enrôlement des volontaires du mouvement de GI, en particulier à la base, pour constituer les groupes des *sigle* sur la base des relations de *network*: une structure qui de l'Italie fut importée dans le mouvement en France aussi⁴². Dans les moments de crise et de surveillance extrême, les structures antifascistes faisaient recours aux réseaux déjà existants, ce qui constituait en moyen sûr pour ne pas tomber sous le coup des lois répressives contre la militance politiques des étrangers en France ou être repéré comme suspects par les espions du régime en Italie.

Un bilan des réseaux et de parcours des antifascistes ligures

Pour résumer la typologie et l'évolution des réseaux antifascistes des Ligures, les flux des premiers exilés se mêlaient aux mobilités de proximité, en s'insérant dans des communautés d'ancienne date dans le Sud-Est; ce fut là que la présence de colonies ligures enracinées favorisa des stabilisations définitives. Ceux qui partaient en suivant le même réseau de village pendant la crise n'arrivèrent pas à s'intégrer, surtout face à la montée de la xénophobie anti-italienne du territoire de frontière. Par contre les militants plus politiquement structurés, notamment les communistes, partis plus tard, dans les années Trente, envoyés par leur parti pour se battre sur les fronts internationaux de l'antifascisme, ont suivi pour la majorité d'entre eux des voies nouvelles, vers Paris, en rejoignant des réseaux tenus ensemble par des liens politiques plutôt que de villages, en contact avec les mouvements antifascistes internationaux.

Les parcours des exilés ligures au début de la guerre ne s'éloignaient pas de ceux de leurs compatriotes, au moment où la contingence alla précariser la situation d'émigrés des Italiens. La plupart de ceux qui restaient au-delà des Alpes montra une certaine incapacité à se ranger de l'un ou de l'autre côté: une immigration au caractère désormais familial fut amenée à rester dans le

⁴² Sur les modalités de recrutement et la sélection des militants de GI voir M. Giovana cit.

territoire d'installation, qui assurait dans le Sud-Est des réseaux de solidarité et des acquisitions matériaux. Par contre, les antifascistes les plus encadrés dans les partis et les dirigeants avaient plutôt tendance à rentrer en Italie, surtout ceux qui venait de Paris.

LES LETTRES COMME SOURCES POUR L'HISTOIRE DES EXILÉS «ORDINAIRES» ET DE LA SUBJECTIVITÉ

La correspondance d'exil des antifascistes italiens en France constitue une ressource historique capable de mettre en lumière, en pénétrant dans le domaine de l'intime et de la vie privée, des problèmes et caractéristiques d'une émigration complexe, irréductible au seul problème politique.

Tout d'abord, ces sources fournissent un apport incomparable sur la connaissance des relations entre engagement militant et vie privée, avec des différences selon les partis antifascistes. Les hommes étaient au centre de la vie antifasciste, puisque la politique était conçue avant tout comme un domaine masculin. Les lettres donnent une idée de ce que devait être le militant. La figure du militant était bien tracée dans son caractère fort, viril, incorruptible, addonné à la cause jusqu'au sacrifice de la vie privée et des affectivités. On attendait de l'antifasciste, et surtout du communiste, qu'il soit capable de faire passer l'intérêt commun avant le privé, l'idéologie et le parti avant la famille. À l'égard de la famille, les hommes étaient, symboliquement, les pivots de l'ordre moral et de l'éthique antifasciste à laquelle ils apportaient une sève vitale à travers leur sacrifice.

Les positions des anarchistes sont moins faciles à cadrer dans une typologie dominante, étant donné la forme non structurée en parti du mouvement et les deux lignes internes divergentes, organisationnelle et individualiste. En général, les libertaires de La Spezia démontraient avoir acquis la culture d'un ribéllisme paysan; les actions démonstratives, explosives, étaient souvent improvisées et ne se distinguaient pas bien du vandalisme, lié parfois à des situations de misère.

Parmi les anarchistes comme les communistes on retrouve le même culte de la lecture en famille, dans la communauté des compagnons, de l'échange réciproque des livres interdits et ce sens de liberté et d'affranchissement de l'esclavage et de l'ignorance, à travers le partage de la culture.

Dans le monde des anarchistes, les rapports de genre n'étaient pas trop différents de ceux qui régnaient parmi les communistes ou le giellistes. Au niveau théorique, tous professaient des valeurs modernes et à l'avant-garde, l'amour libre, la mise en commun des biens. Mais dans la vie concrète les militants italiens regardaient étonnés les pratiques des compagnons français ou des révolutionnaires espagnols, notamment dans cette expérimentation de l'anarchisme qui fut la vie sur le champ de bataille en Espagne.

Pour ce qui concerne les familles engagées dans la mobilisation de *Giustizia e Libertà*, on a pu constater combien elles étaient hétérogènes quant à la formation culturelle, les capacités intellectuelles et les origines sociales, même si on n'a pas rencontré, au moins pour les Ligures, des cas d'adhérents appartenant à des classes pauvres. Les familles giellistes ligures émigrées différaient davantage dans les comportements quotidiens, dans les relations privées et dans les aspects existentiels de l'identité que dans les pratiques purement politiques, qui semblent avoir au contraire réuni les adhérents de tous bords dans le même esprit volontariste. Mais dans la vie quotidienne, pour ceux qui ne faisaient partie des dirigeants de GI, les réseaux informels ont

continué, en général, à jouer un rôle plus important dans l'émigration que les réseaux du mouvement politique.

Pour essayer de proposer, sur la base du corpus examiné, un bilan sur les rapports parmi les militants et sympathisants de GI, on voit apparaître un panorama d'individus plutôt isolés entre eux, non pas vraiment réuni par une vraie et propre communauté gielliste, comme on le voit pour d'autres partis ou mouvements antifascistes. Dans les faits, les antifascistes qui prirent part à GI furent des personnages assez isolés des réseaux migratoires politiques (et en particulier de ceux giellistes), qui fonctionnaient ailleurs comme ciment pour les communautés de provenance variée, partisane ou régionale. Les Savonnais de Toulon furent abandonnés à eux-mêmes dans le cours des années Trente par le mouvement. Les anarchistes devaient se servir de leur propre réseau, comme la maison d'édition *Librairie Moderne*, fondé surtout sur l'appartenance de village. Les socialistes ligures quant à eux, ne connaissaient des grands soutiens au delà des Alpes et, si l'on entend les témoignages privés, on peut effectivement noter le manque d'une marque d'identité socialiste, cas unique dans la sphère des tendances politiques antifascistes.

Les sources privées, mais aussi institutionnelles regardées avec une approche privée, nous fournissent plein d'apports sur la place des femmes dans les réseaux des communautés transnationales de l'antifascisme, soit dans l'émigration, soit dans le rôle d'"anneau fort" (Nuto Revelli) dans la tenue du tissu dans la société d'origine. La présence des femmes dans l'émigration marque aussi des différentes phases des flux de l'exil, et en particulier dans les années Trente où se fait plus importante, dans le contexte des regroupements familiaux. À côté des rôles traditionnels, les femmes trouvaient dans l'émigration des nouveaux espaces d'action, loin de la supervision de la famille d'origine, dans une famille nucléaire et une société moderne et démocratique, qui leur laissa des marges d'autonomie, à côté des rapports fondés sur le pivot du chef de famille. C'étaient des changements qui concernaient pareillement les fils et les filles des exilés, encore mieux insérés dans le tissu social français.

La vie des femmes était définie en premier lieu en termes familiaux: les femmes s'attribuaient et se voyaient attribuer une identité dominante de conjointe, mère, fille dans la société de départ, dans les réseaux de l'antifascisme comme dans l'expérience migratoire. Ce sont trois domaines où la famille était un paramètre central dans la vie politique, sociale et privée. Elle fondait son intégrité sur une division assez précise des rôles des genres et des générations, dominés par la figure du chef de famille.

La mobilisation de sources privées autour du vécu permet de comprendre l'importance de la famille dans le fonctionnement des réseaux, construits sur le modèle familial qui se développa en concurrence avec le modèle fasciste. On prend conscience de la façon dont les familles italiennes trouvaient dans l'ambiance domestique un espace de discussion autonome, où pouvaient mûrir des attitudes de vigilance critique. C'est un point focal pour comprendre la structuration des réseaux familiaux antifascistes. Malgré la politique insistante du régime fasciste, la «Réforme des coutumes» - entreprise pour «fascistiser» la société à partir d'un sévère contrôle de la vie du corps social, basé sur une précise division des rôles de genre -, imprégnait seulement en partie la vie privée des citoyens, qui continuaient à privilégier la famille comme lieu d'élaboration de l'identité civique, plutôt que les institutions de l'État. C'est-à-dire que la famille allait s'ériger en défenseur contre la pénétration de la culture officielle et l'antifascisme se développa justement dans le quotidien de la vie de famille.

Les valeurs familiales de l'antifascisme créaient des réseaux de solidarité entre les conjoints, en agréant des familles entières autour des idéaux qui allaient former la contre-société antifasciste. La correspondance montre en fait les liens que les familles émigrées gardaient avec les parents restés en Italie, avec d'autres connaissances ou d'autres proches expatriés ailleurs, qui s'échangeaient réciproquement des informations en se montrant les uns les autres les lettres reçues.

La dimension familiale de l'antifascisme, déjà étudiée par De Luna, assumait une valeur plus influente et rassembleuse dans l'expérience de l'émigration et de l'exil et on étendait des solidarités et affectivités typiquement parentales à des sujets étrangers à la famille, reconstituant une forme de relationalité simulant la communauté d'origine, avec une parentèle recomposée dans l'émigration. Un tel phénomène aurait eu des conséquences dans la société républicaine de l'après-guerre, via la sociabilité des milieux antifascistes.

Cette solidarité spontanée populaire était à la base des réseaux d'assistance et accueil qui se créèrent dans l'émigration, et dans lesquels les exilés étaient insérés plus ou moins consciemment: c'est-à-dire qu'ils ne se trouvaient jamais seuls, mais insérés dans des réseaux, animés par une culture partagée de l'appartenance à la petite communauté. Et, si au début l'agrégation communautaire ne concernait que ceux qui appartenait au même parti ou mouvement, peu à peu la propagande d'exil tendait à réunir les groupes antifascistes, parfois en créant un "modèle" d'appartenance antifasciste: on peut lire ainsi l'époque des «fronts», des grandes batailles internationales de l'antifascisme et puis de l'arrivée du phantasme de la guerre et de la «nationalisation» de l'antifascisme.

L'approche privée permet d'évaluer en plus le vécu de ce que l'on a défini comme l'«antifascisme existentiel», soit l'antifascisme vu avant tout comme choix de vie et de révolution de coutumes. La vie dans la migration déclenchait des dynamiques nouvelles par rapport aux relations tissées dans le groupe d'origine, lesquelles remettaient en question les rôles familiaux traditionnels. Cela pouvait apporter des résultats très différents à l'intérieur de la même famille, d'un alourdissement des équilibres basés sur le chef de famille à des instances d'autonomie, attitudes d'émancipation et affranchissement des normes patriarcales et des valeurs de la morale petit-bourgeois, accueillies avec une plus ou moins grande ouverture de la part des parents les plus autoritaires. Ces sont typiquement des marges de manœuvre ouvertes par les expériences migrantes, comme a pu le remarquer Nancy Green. La donnée qui émerge le plus souvent est pourtant une acceptation modérée de la part des hommes, qui prenaient acte des espaces d'action et d'autonomie gagnés par leurs femmes et leurs enfants. Mais dans le cas de la migration antifasciste, il ne s'agissait pas seulement de conséquences obligées ou dérivées de nécessités temporaires: le choix antifasciste était en fait avant tout un choix existentiel, avant même que politique, mis en acte dans la vie quotidienne à partir des attitudes des individus.

Notre parti pris de considérer l'espace privé et le vécu porte l'attention sur le rôle d'éducation politique que les exilés ont exercé sur la société italienne à travers leur expérience civique, avec la transmission des valeurs du «familisme antifasciste» aux générations suivantes. Ces sont des valeurs qui ont été réinvesties par les exilés retournés dans la mère-patrie dans l'histoire à venir de l'Italie républicaine. L'expérience de l'antifascisme, qui s'est nourrie de l'exil et resta en vie au-delà des vicissitudes des exilés, put se réorganiser au moment de la guerre grâce à la formation des militants et des cadres à l'étranger. Elle avait créé pour la première fois une vraie société civile italienne, fondée sur les réseaux familiaux de la contre-société antifasciste.

La singularité de la société civile italienne réside— comme a rappelé Paul Ginsborg — dans sa composition typiquement familiale, qui trouve justement ses racines dans l’absence d’une société civile forte dans son passé. C’est la structuration familiale des réseaux antifascistes qui a caractérisé l’expérience de la société civile italienne du *Ventennio* fasciste et républicain, la seule typologie de société civile qui aie été proposée à un Pays en proie à l’indolence, une alternative au modèle fasciste.

EPILOGUE

MIGRATION DE RETOUR ET ASSIMILATION ANTIFASCISTE

Dans toute histoire de migration, la question du retour est une question difficile, parce que toujours incertaine sur le plan quantitatif et difficile à interpréter sur le plan qualitatif. Dans le cas de l’exil antifasciste, dans le cadre contraint de la crise et de la guerre, la question des retours a donné lieu à des interprétations générales, imprégnées de parti pris politique. Ici encore, la recherche qui suit les parcours des individus et des familles apporte un éclairage nouveau.

L’avènement de la Deuxième guerre mondiale représenta un tournant dans les parcours des exilés. Les mesures restrictives au séjour contre les “étrangers indésirables” établies par le gouvernement Daladier dans le 1938 s’exacerbaient au début du conflit, en multipliant les rapatriements et les expulsions. On prohibait aux étrangers l’ingérence dans les questions politiques et les antifascistes furent inévitablement touchés. Le “poignard dans le dos” coûta cher aux réfugiés italiens, internés dans les camps de concentrations du Sud du Pays, dans un climat de suspicion, de dénonciations et de chasse à l’étranger. Une nouvelle vague de retours s’engagea, prolongeant les retours liés aux lois de contingentements dans l’embauche. Beaucoup d’émigrés prirent la voie du retour, sollicités aussi par la politique de rapatriement du régime mise en acte à travers la “Commissione Ciano”. Le mouvement, accentué par la déclaration de guerre, se prolongea jusqu’à l’automne 1940.

Si le retour des exilés a été présenté ordinairement comme un choix politique, il est indispensable pour comprendre plus au fond cette généralisation de reconnaître l’extrême perméabilité des figures de l’immigré politique, du réfugié, de l’immigré économique qui ont caractérisé la migration italienne de l’entre-deux-guerres: beaucoup d’entre eux n’ont pas laissé l’Italie avec l’intention d’y revenir, d’autres ont changé leurs projets en relation avec l’évolution du régime mussolinien; un bon nombre cherchèrent de s’intégrer dans la société française, même se politisant, surtout pendant le Front Populaire; les exilés même, partis avec la ferme intention de travailler à l’étranger pour l’Italie, transformèrent souvent progressivement la perspective de l’exil dans celle de l’intégration.

Comme il a noté Antonio Bechelloni, déjà pendant les années Vingt les immigrants politiques ont du concevoir leur exil “dans la durée”, différemment des immigrants économiques (la majorité), qui étaient plutôt adeptes d’une migration tournante.

Les parcours des figures à la fin des années Trente fut comparables, dans leur diversité à celles des autres exilés de la Péninsule, étudiés par Eric Vial. Si on relève des tendances générales et des facteurs communes, chaque retour était la conséquence d’un parcours individuel, avec pour les protagonistes des significations différentes. La décision définitive de rester et se franciser ou prendre la voie du retour fut souvent conditionnée par la contingence de guerre, qui précarisa la

situation des italiens. Mais à la base de ces choix il y eut des motivations bien plus profondes, qui ne peuvent être réduites à des raisons d'opportunité lié au moment.

Le choix de se stabiliser en France mûrit généralement pour les exilés comme un projet migratoire de la famille entière, suite à la réalisation d'une certaine intégration et stabilisation, facilitée là où les antifascistes pouvaient profiter du soutien d'un réseau du même village. La majorité d'entre eux qui restèrent en France fut plutôt poussée par une certaine inertie, une incapacité à choisir, à se ranger d'un côté ou de l'autre: une immigration à caractère désormais fortement familiale fut incitée à rester dans le territoire d'installation, qui assurait un logement, un travail même s'il était précaire, des réseaux de solidarité et des occasions pour consolider des acquis matériels. C'était surtout vrai dans les lieux de forte immigration régionale ligure, soit dans le Sud-Est français, où existaient des communautés solides d'ancienne date.

Les antifascistes les plus encadrés et les dirigeants avaient tendance pour la majorité à rentrer en Italie, au contraire de ce qui se passait dans la migration économique. Il semble qu'il n'y ait pas eu des différences significatives entre les retours des migrants appartenant à l'un ou l'autre courant de l'antifascisme: ce qui influa plutôt sur les temps et l'intensité des flux fut la nature de l'engagement politique: la différence donc entre ce qu'on a défini «antifascisme existentiel» et l'antifascisme «politique». Beaucoup parmi les responsables les plus importants furent entre les premiers à rentrer, suivis par des simples militants. L'incitation aux retours, planifiée par le régime à travers la "Commissione Ciano" (Cori), fut exploitée par le parti communiste italien pour faire rentrer en Italie les soi-disant «légaux», des jeunes éduqués à l'antifascisme et ne pas encore fichés par le régime (car ils étaient grandis en France). On renoua ainsi les liens avec l'organisation clandestine dans la mère patrie, comme l'ont étudié Gianni Perona et Nicolas Foutrier.

Si on regarde les sources privées, on voit comment la vie en exil contribue à faire mûrir chez les antifascistes une conscience inédite de la mission politique nationale. L'exil les avait conduit à élaborer, à travers l'expérience internationale, une nouvelle idée patriotique de l'antifascisme, destinée à leur permettre de se racheter dans leur Pays, abandonné beaucoup d'années auparavant. L'antifascisme se nationalisait et prenait les couleurs du patriotisme. L'arrivée de la guerre les poussait à retrouver une dignité nationale à laquelle ils avaient pensé devoir renoncer.

L'historiographie italienne a inséré le retour des migrants antifascistes dans un modèle téléologique. La stratégie des gauches à la Libération fut de présenter la Résistance aux yeux de la population comme un mouvement national, d'inspiration populaire et de masse, d'origine patriotique, qui n'était donc pas débiteur d'un phénomène étranger comme il fut l'exil. Dans cette optique, l'exil antifasciste a été interprété par toute une tradition historiographique et par la mémoire publique comme une matrice de la vraie lutte de libération nationale, réalisée dans la Péninsule, et l'expérience française a été rappelée en forme anecdotique dans les biographies individuelles des militants.

En scrutant les sources privées des témoins, il semble en fait que parmi les Italiens rentrés il ne se soit pas diffusé un discours partagé sur les perspectives de l'immigration italienne en France et, du reste, les recherches à ce propos sont encore toutes à écrire.

Comment furent accueillis les antifascistes de retour de l'étranger reste une question historique encore ouverte. Certes, on connaît bien la rhétorique de dévaluation de l'exil comme signe d'attentisme face à la lutte armée de la Résistance: dévaluation de la réflexion intellectuelle, de la résistance psychologique, des réseaux informels de network, de la société familiale

antifasciste. Autant de thèmes qui se réfèrent à un matérialisme et à un pragmatisme qui sont en train d'irradier de plus en plus la réalité européenne actuelle et encore plus l'italienne, où la culture intellectuelle, humaniste et les études sociales passent au deuxième plan par rapport à la domination des intérêts matériels, avec un retour économique-politique immédiat. Mais comprendre comment se déroula la réintégration des exilés reste un travail à faire, surtout à la lumière de la discrimination opérée par la mémoire et à peine rectifiée par l'historiographie, à l'égard de l'antifascisme populaire, et pas seulement militaire, exilé à l'étranger et engagé pour vingt ans, non pas seulement pendant les quelques mois de guérilla. Les nouveaux départs pour la France après la guerre ont peut-être été un signe de cet accueil manqué de la part de la société d'origine. Revenir, c'est à nouveau partir...